

FRANCE

Sarkozy abandonne un projet controversé sur la mémoire de la Shoah à l'école

Le président français Nicolas Sarkozy a abandonné son projet de confier à des écoliers la mémoire d'un enfant mort dans la Shoah, une idée rejetée par une forte majorité de Français, a-t-on appris hier auprès de participants à une réunion ministérielle sur le sujet.

L'idée de Nicolas Sarkozy a laissé la place à d'autres pistes de réflexion, ont déclaré plusieurs participants à une réunion au ministère de l'Éducation, dont l'ex-ministre et ancienne déportée Simone Veil et l'historien et cinéaste Claude Lanzmann, auteur du film «Shoah».

Le 13 février, M. Sarkozy avait surpris en proposant

devant des représentants de la communauté juive de France que chaque élève de la dernière classe de l'école primaire (soit à l'âge de 10 ans environ) se voit confier dès la rentrée 2008 la mémoire d'un enfant mort pendant la Shoah.

L'initiative avait suscité un tollé, déclenchant les critiques de l'opposition, des syndicats d'enseignants, de psychiatres,

mais aussi d'anciens déportés comme Simone Veil, 80 ans, ex-présidente du Parlement européen et présidente d'honneur de la Fondation pour la mémoire de la Shoah.

Plusieurs sondages avaient aussi montré qu'une écrasante majorité de Français étaient hostiles à ce projet et une pétition avait été lancée.

Devant ces protestations, l'entourage de M. Sarkozy avait évoqué peu après la possibilité «d'aménager» le projet.

Mme Veil a plaidé pour «autoriser, inciter à faire des travaux qui permettent aux

enfants de se grouper dans une classe non pas vers un enfant en particulier mais vers telle situation dans telle ville» et améliorer ainsi l'enseignement de cette partie de l'histoire.

Le parrainage d'une victime par un élève ou par une classe était «enterré avant même qu'on se réunisse, ce n'était pas praticable car il y a 11 500 enfants juifs de France et 600.000 élèves en CM2», a dit l'historien et cinéaste Claude Lanzmann, ajoutant : «C'est parti d'une sincère émotion du président.»

IRAK

Les Irakiens accusent l'Iran de «saboter» la lutte contre Al-Qaïda

Les services secrets iraniens «sabotent» le travail des groupes qui luttent contre les opérations de la branche irakienne d'Al-Qaïda, a affirmé hier, le chef du renseignement irakien.

«Nous disposons d'informations confirmant que les services secrets iraniens ont dépêché des agents pour saboter l'expérience Sahwa» a déclaré Mohammed Abdallah Chahwani

dans un communiqué, en référence aux «forces du réveil». Les «forces du réveil», ou encore les «fils de l'Irak», sont des groupes mobilisés depuis septembre 2006 avec le soutien financier américain pour lutter contre les affiliés d'Al-Qaïda en Irak. Au nombre de 130, ils regroupent 80 000 combattants, en grande majorité des sunnites, même si 20% environ sont chiites, selon les estima-

tions américaines. Le premier de ces groupes, dont les membres sont payés 300 dollars par mois, avait été lancé par des chefs tribaux de la province d'Al-Anbar (Ouest), en septembre 2006. Dans son communiqué, M. Chahwani souligne «la nécessité pour le peuple irakien de faire preuve de vigilance par rapport à ces activités» incriminées.

Il appelle les forces ira-

kiennes «à consolider les gains de sécurité réalisés en Irak et qui bénéficient à tous les citoyens». Cette déclaration du chef du renseignement irakien précède de quelques jours la venue en Irak du président irakien Mahmoud Ahmadinejad, le 2 mars, à l'occasion d'une visite officielle de deux jours sans précédent pour un chef d'Etat irakien dans l'histoire contemporaine de ces deux pays voisins.

CAMEROUN

Au moins 17 morts depuis le début des violences

Au moins 17 personnes ont été tuées dans les violences qui secouent le Cameroun depuis samedi dernier en marge d'une grève des transporteurs et des protestations de l'opposition contre un projet de révision constitutionnelle, selon un nouveau bilan établi hier par l'AFP.

Hier, le maire de la ville de Njombé, Eric Kingué, membre du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) au pouvoir, a fait état de deux morts dans la matinée dans sa ville (60 km au nord de Douala). S'exprimant sur la chaîne de télévision privée Canal 2, proche du pouvoir, il a ajouté que six autres per-

sonnes avaient été tuées mardi dernier en soirée à Loum (30 km plus au nord). Jusque-là, on dénombrait neuf victimes dans plusieurs incidents qui ont eu lieu depuis samedi passé à Douala, capitale économique du Cameroun, et dans d'autres villes de l'ouest du pays.

Les transporteurs ont annoncé hier qu'ils cessaient leur grève entamée lundi après avoir obtenu une baisse du prix de l'essence, mais les incidents se poursuivaient à travers le pays malgré les appels au calme. A Douala, des affrontements ont notamment eu lieu sur le pont franchissant le fleuve Wouri où les forces de l'ordre ont fait usage de lances à eau pour disperser les manifestants, ont rapporté des

témoins, qui ont affirmé que des personnes étaient tombées à l'eau. D'autres incidents ont eu lieu dans la ville. Des tirs ont retenti à Bonaberri, quartier de Douala où les incidents de lundi entre forces de l'ordre et manifestants avaient été particulièrement violents, a constaté un journaliste de l'AFP. A Yaoundé, le trafic a repris en début de matinée avant de s'interrompre à nouveau à la mi-journée et la situation était très tendue. «Les boutiques et magasins sont fermés. Tout le monde essaie de rentrer à la maison», a affirmé à l'AFP par téléphone une habitante. Des bandes de casseurs continuaient de sévir dans certains quartiers, et les stations d'essence sont demeurées fer-

mées par peur des attaques, a constaté un journaliste de l'AFP. Ces incidents s'inscrivent dans un climat social dégradé en raison du renchérissement de plusieurs produits de première nécessité, mais aussi dans un contexte politique tendu en raison du projet de révision de la Constitution, visant à autoriser le président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, à briguer un nouveau mandat en 2011.

Dès la mi-janvier, les autorités de la région de Douala avaient interdit les manifestations. Mais samedi, dans le sillage de la dispersion d'un rassemblement de l'opposition contre la révision constitutionnelle, des incidents ont fait au moins un mort dans cette ville.

LIBÉRATION DES OTAGES DES FARC

Les hélicoptères vénézuéliens en Colombie

Deux hélicoptères vénézuéliens qui doivent ramener quatre otages dont la guerilla des Farc a promis la libération sont arrivés hier matin dans la localité de San Jose del Guaviare, dans le sud-est de la Colombie, a rapporté un photographe de l'AFP sur place.

Les deux appareils, portant l'emblème du Comité international de la Croix-Rouge

(CICR), doivent ensuite partir pour un lieu secret dans la jungle, où les guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes) doivent remettre quatre ex-parlementaires colombiens.

Le haut commissaire colombien pour la paix, Luis Carlos Restrepo, est également arrivé hier matin à San Jose del Guaviare afin de coordonner

avec les autorités du Venezuela cette opération de libération des otages.

Le 2 février, les Farc ont proposé de remettre au président du Venezuela Hugo Chavez et à la sénatrice colombienne Piedad Cordoba les otages Gloria Polanco, Orlando Beltran et Luis Eladio Perez.

Elles ont ensuite offert la libération d'un quatrième

otage, l'ex-sénateur Jorge Eduardo Gechem, qui souffre notamment de problèmes cardiaques.

Ces anciens parlementaires font partie du groupe de 43 otages dits «politiques», parmi lesquels trois Américains et la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, que les Farc ont proposé de relâcher en échange de la libération de 500 guérilleros emprisonnés.

RUSSIE

Le dauphin de Poutine prend des vacances pour faire campagne

A quatre jours de la présidentielle russe, le favori de l'élection Dmitri Medvedev a pris un jour de «vacances» hier, pour faire campagne comme simple candidat après avoir sillonné le pays en tant que premier vice-Premier ministre. «Dmitri Medvedev est en vacances d'un jour non payées le 27 février», a annoncé très sérieusement le gouvernement dans un communiqué sur son site officiel.

Devant un parterre d'électeurs triés sur le volet dans une salle de Ninji-Novgorod, à 440 km à l'est de Moscou, M. Medvedev a promis d'assurer «la continuité» de la politique de Vladimir Poutine dans une Russie «gavée de révolutions» et qui a «besoin d'un répit». Jouant la décontraction, en chemise blanche et veste sombre mais sans cravate, il a parlé de la nécessité d'augmenter les retraites, d'abaisser le prix des billets d'avion pour les habitants de l'Extrême-Orient russe ou de lutter contre la corruption.

Adoubé par M. Poutine en décembre, le candidat du pouvoir, qui est crédité de 61 à 80% d'intentions de vote selon les sondages, s'est refusé à faire une campagne classique, avec meetings et débats télévisés, expliquant qu'il devait poursuivre son travail gouvernemental au service des Russes et n'avait pas de temps à perdre.

M. Medvedev est en revanche omniprésent sur les chaînes de télévision publiques qui montrent son moindre déplacement à travers le pays à la rencontre des agriculteurs, militaires, hommes d'affaires ou mères de famille, officiellement en tant que premier vice-Premier ministre. Ses adversaires sont le communiste Guennadi Ziouganov, l'ultranationaliste pro-Kremlin Vladimir Jirinovski et l'obscur candidat pro-européen Andreï Bogdanov.

La rencontre de Ninji-Novgorod avait été préparée dans le plus grand secret, la centaine d'électeurs présents, venus de toute la Russie, ayant été sélectionnés par les permanences régionales de M. Medvedev. «Je comprends à quel point il est important pour le pays de maintenir la stabilité et la continuité» de la politique, a déclaré M. Medvedev cité par l'agence Itar-Tass. «Nous avons besoin de décennies de développement stable», a-t-il poursuivi, assis sur un podium sur fond d'une grande affiche où il était écrit «Ensemble nous gagnerons».

«Si les Russes me confient la direction de l'Etat, je m'engagerai à poursuivre la politique qui a prouvé son efficacité, le cours du président Poutine» qui a promis de devenir son Premier ministre, a-t-il poursuivi jugeant que ce tandem allait «être utile» pour le pays.

Concernant la politique internationale, M. Medvedev a pris position sur le dossier du Kosovo dont l'indépendance soutenue par plusieurs capitales occidentales est fermement dénoncée par Moscou.

«Nous allons soutenir la Serbie dans ses exigences d'annuler les décisions illégales sur le Kosovo et pas seulement à la tribune de l'ONU», a déclaré M. Medvedev ajoutant que l'aide de la Russie serait «morale» mais aussi «économique».